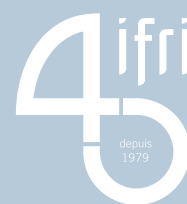




NOVEMBRE
2025



Jeunes et mobilisations en ligne au Mozambique Vers une redéfinition de l'espace public ?

Dércio TSANDZANA

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1137-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Maputo, Mozambique - 18 mai 2024

© Ivan Bruno de M/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Dércio Tsandzana, « Jeunesses et mobilisations en ligne au Mozambique : vers une redéfinition de l’espace public ? », *Études de l’Ifri*, Ifri, novembre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Dércio Tsandzana est docteur en science politique (Sciences Po Bordeaux) et maître de conférences à l'université Eduardo Mondlane, à Maputo. Depuis 2013, il consacre ses recherches aux questions de jeunesse, d'internet et de participation politique au Mozambique, avec un intérêt particulier pour les formes d'activisme en ligne, tant dans le cadre d'organisations nationales qu'internationales.

Outre ses travaux doctoraux, il s'implique dans des recherches sur les droits numériques et la protection des données personnelles, en collaboration avec des institutions telles que Freedom House ou encore Meta (Facebook).

Tsandzana est membre du *Research Fellow Young Researchers Network* (Union européenne). Il est également membre du réseau *Young People's Politics* de la Political Studies Association (PSA), du comité éditorial de l'*African Interdisciplinary Series* (AIS – Pan-Atlantic University Press, Lagos) et du comité consultatif (*Advisory Board*) du programme *Global Professorships* de la British Academy.

Il siège au conseil d'administration du Réseau africain pour les droits numériques (ADRN) et participe activement à l'Initiative pour la déclaration africaine des droits et libertés sur internet (AfDec). Il est aussi membre du réseau des experts de l'UNESCO en éthique de l'Intelligence artificielle (IA sans frontières). Son dernier ouvrage, publié en portugais, intitulé *Citoyenneté numérique : opportunités et défis*, est paru en 2023.

Résumé

Cette recherche explore la manière dont les jeunes mozambicaines investissent les espaces numériques pour contourner les canaux traditionnels de participation politique et sociale. À travers une analyse des mobilisations en ligne, notamment sur les réseaux sociaux tels que Facebook, TikTok et WhatsApp, il met en lumière les nouvelles formes d'engagement qui remettent en question le monopole de l'État sur la parole publique et l'agenda politique.

Dans un contexte de démocratie limitée et de méfiance envers les institutions, ces mobilisations numériques traduisent à la fois une volonté de transformation sociale et une tentative de redéfinition de l'espace public. L'étude interroge les limites de cette participation en ligne, confrontée à une fracture numérique persistante, notamment entre les zones urbaines et rurales, mais aussi à une surveillance croissante de l'État.

Il s'appuie sur des études de cas récentes, dont le mouvement #PovoNoPoder et les campagnes numériques autour des élections générales de 2024, pour analyser comment les jeunes utilisent les outils numériques pour revendiquer des droits, dénoncer les injustices et contester l'ordre établi. Ce faisant, la recherche met en évidence les tensions entre innovation démocratique et contrôle autoritaire, tout en soulignant les défis structurels d'un pays encore profondément marqué par les inégalités d'accès à internet.

Abstract

This paper explores how Mozambican youth are turning to digital platforms to bypass traditional political and social participation channels. Through an analysis of online mobilizations—particularly on platforms such as Facebook, TikTok, and WhatsApp—it highlights emerging forms of political engagement that challenge the State’s monopoly over public discourse and the political agenda.

In a context marked by limited democracy and growing institutional distrust, these digital movements reflect both a desire for social transformation and a redefinition of the public sphere. The research critically examines the limitations of this online participation, especially considering the country’s enduring digital divide between urban and rural areas, as well as increasing state surveillance.

Using recent case studies—such as the #PovoNoPoder movement and digital campaigns surrounding the 2024 general elections—it investigates how youth leverage digital tools to claim rights, expose injustices, and contest dominant power structures. Ultimately, the study reveals the ongoing tension between democratic innovation and authoritarian control, while shedding light on the structural challenges of a country still grappling with unequal access to the Internet.

Sommaire

Introduction	6
Présentation de la problématique	7
Justification scientifique et sociopolitique.....	8
Objectifs de la recherche.....	9
Questions de recherche.....	10
Méthodologie et sources.....	10
Jeunesses et participation politique : entre héritages et mutations .	11
Définir « jeunesses » au Mozambique.....	11
Histoire de la participation politique des jeunes au Mozambique	13
Vers une participation numérique ? Défis, pratiques et enjeux	15
Définir la participation numérique.....	15
Paysage numérique mozambicain	16
Obstacles structurels à la participation numérique	18
Jeunes, démocratie et contrôle de l'État.....	20
État, légitimité et contrôle du discours.....	20
Démocratie numérique ou illusion de participation	22
Mobilisations en ligne au Mozambique : entre expression, contestation et transformation	24
Les nouvelles formes de militantisme numérique.....	24
Vers une redéfinition de l'espace public ?	25
Étude de cas : #PovoNoPoder	27
Conclusion	32

Introduction

Les jeunes jouent aujourd'hui un rôle crucial dans les dynamiques sociopolitiques actuelles, que ce soit en raison de leur importance démographique ou de leur aptitude à innover dans les modalités d'expression citoyenne¹. Au Mozambique, les jeunes, qui sont fréquemment marginalisés par le système politique officiel, ont commencé à explorer de nouvelles formes d'engagement *via* les plateformes numériques au cours des dernières années. Dans un pays caractérisé par une culture de centralisation du pouvoir et une domination étatique sur les médias traditionnels, les réseaux sociaux se présentent comme une plateforme alternative où peuvent émerger des voix contestataires, critiques ou simplement différentes. Cette transition vers le numérique ne se limite pas à une question de génération ou de technologie : elle traduit un besoin essentiel de remodeler l'espace public et de redéfinir les modalités de l'engagement politique².

Alors que les institutions et les partis politiques ont du mal à représenter des points de vue convaincants pour les jeunes, les plateformes en ligne se transforment en espaces d'expression, de mobilisation et de formation de nouvelles identités politiques. Les usages numériques des jeunes au Mozambique se trouvent à la croisée de différentes dynamiques : désenchantement concernant les processus électoraux, méfiance vis-à-vis des élites établies et aspiration à influencer leur vie quotidienne³. Ces jeunes, par le biais de *hashtags*, vidéos critiques, mêmes ou appels à l'action, déjouent les méthodes traditionnelles de mobilisation pour s'engager dans un domaine instable, changeant et conflictuel : celui du web.

Ce phénomène prend une signification plus importante dans un pays qualifié de « démocratie restreinte »⁴, où l'État, malgré l'instauration de réformes électorales, maintient un contrôle rigoureux sur les libertés publiques, les moyens médiatiques et les narrations officielles. Les actions numériques viennent perturber l'équilibre conventionnel entre gouvernants et citoyens, en mettant en lumière les incohérences du pouvoir, en condamnant les injustices ou encore en orchestrant des interventions sur le terrain. Cependant, l'avènement d'un espace public connecté s'accompagne de tensions : il coexiste avec des mécanismes de contrôle numérique, des

1. A. Honwana, *The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa*, West Hartford, Kumarian Press, 2012.

2. D. Tsandzana, « Juventude urbana e redes sociais em Moçambique: a participação política dos 'conectados desamparados' », *Sociedade e Comunicação*, vol. 34, n° 2, 2018, p. 235-250.

3. D. Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », thèse de doctorat, Sciences Po Bordeaux, 2022.

4. *Ibid.*

tentatives de répression de l'activisme sur internet et des disparités d'accès flagrantes qui entravent la portée de ces mouvements⁵.

Les élections générales de 2024⁶ ont marqué un tournant crucial pour analyser ces transformations, en ligne comme hors ligne. Grâce à de multiples initiatives sur internet, menées par des groupes non officiels ou des figures politiques influentes, les jeunes ont manifesté leur insatisfaction tout en suggérant d'autres narrations, d'autres formes de visibilité et d'autres discours politiques. Bien que certaines de ces démarches n'aient pas eu d'impact tangible, elles illustrent néanmoins un changement dans le paysage politique : celui-ci ne se déroule plus uniquement dans les centres de vote ou les instances officielles, mais également sur les réseaux sociaux, les groupes WhatsApp et les flux TikTok.

Présentation de la problématique

Au Mozambique, les jeunes occupent une place contradictoire dans le monde politique : alors qu'ils représentent la majorité démographique, ils sont politiquement marginalisés. Dans une nation où plus de 60 % des citoyens ont moins de 25 ans⁷, cette exclusion ne résulte pas d'un désintéressement pour les questions publiques mais plutôt d'un ensemble de facteurs structurels et historiques⁸. Cette étude considère comme « jeunes » tous les individus âgés de 15 à 35 ans, conformément à la Politique nationale de la jeunesse. L'élite au pouvoir au Mozambique, issue des conflits de libération et des premières années après l'indépendance, a du mal à prendre en compte les ambitions, les expressions et les méthodes des nouvelles générations.

De même, l'espace public traditionnel — organisé autour des partis politiques, des syndicats, des médias publics et d'une société civile fréquemment cooptée — semble de plus en plus inadapté à recevoir les nouvelles formes d'expression citoyenne⁹. Dans ce cadre de verrouillage institutionnel et de saturation symbolique¹⁰, les jeunes s'emparent des espaces numériques comme moyens d'expression, d'organisation et de contestation. Ces nouveaux domaines d'intervention, fortement modelés par les plateformes de médias sociaux, transforment les relations à la parole, au pouvoir et à la visibilité politique.

5. C. Joanguete et D. Tsandzana, *Cidadania digital: explorando oportunidades e enfrentando desafios*, Maputo, Ethale Publishing, 2023.

6. Sur les élections, voir <https://data.ipu.org> (consulté en octobre 2025).

7. L'âge minimum légal pour voter est fixé à 18 ans.

8. A. M. Biza, « Jovens e associações em Moçambique: motivações e dinâmicas actuais », *Saúde e Sociedade*, vol. 18, n° 3, 2009, p. 382-394.

9. J. Weiss, « What is Youth Political Participation? Literature Review on Youth Political Participation and Political Attitudes », *Frontiers in Political Science*, vol. 2, 2020.

10. Nous entendons un état de lassitude collective chez les jeunes face à la répétition de promesses politiques non tenues et de discours institutionnels déconnectés de la réalité vécue. Cette notion renvoie à un processus d'épuisement du sens des mots et des symboles utilisés par les acteurs politiques pour mobiliser la jeunesse — tels que l'« inclusion », la « participation » ou l'« empowerment » — qui, à force d'être invoqués sans effets concrets, perdent leur pouvoir mobilisateur.

Toutefois, cette dynamique s'accompagne de tensions. L'accroissement des actions en ligne (*hashtags* politiques, vidéos critiques, campagnes virales) est accompagné d'une intensification de la surveillance numérique, de la désinformation et d'efforts étatiques pour contrôler le cyberespace. Cette réalité est rendue plus complexe par la fracture numérique, les disparités territoriales dans l'accès à internet, ainsi que les inégalités liées au genre et à la littératie numérique. Le numérique se transforme alors en un terrain de conflit entre innovation démocratique et approches autoritaires, loin d'être une sphère de liberté totale¹¹.

Les élections générales de 2024 ont fourni un contexte privilégié pour étudier ces dynamiques. Ces actions ont été précédées d'une montée en puissance des mobilisations sur internet, menées principalement par des jeunes qui s'éloignent souvent des structures partisanes classiques. L'expression politique a pris une forme hybride, combinant humour, indignation, satire visuelle et revendications claires. Cette période électorale met en lumière non seulement l'aptitude des jeunes à s'approprier les outils numériques mais également les contraintes politiques, techniques et sociales de leur engagement, dans un État où la démocratie demeure précaire¹². On a constaté que l'espace numérique, associé à un désir ardent de changement à tout prix, a insufflé une nouvelle dynamique à la politique.

Justification scientifique et sociopolitique

L'analyse des jeunes et de leurs actions numériques au Mozambique répond à trois exigences : empirique, théorique et critique. Cette étude, sur le plan empirique, permet de mettre en lumière un phénomène encore peu exploré dans le contexte des pays africains lusophones : comment les jeunes utilisent les outils numériques pour s'impliquer politiquement, dans un contexte caractérisé à la fois par une autorité institutionnelle forte et une évolution technologique rapide. Alors que la littérature africaine concernant le numérique s'est principalement concentrée sur les pays anglophones et francophones (Nigéria, Kenya, Sénégal), le Mozambique se positionne en marge, malgré des indicateurs manifestes d'une réappropriation des espaces numériques par les jeunes.

En théorie, cette étude s'intègre aux discussions actuelles concernant la mutation de l'espace public à l'ère du numérique. S'inspirant des travaux

11. B. Loader *et al.*, « The Networked Young Citizen: Social Media, Political Participation and Civic Engagement », *Information, Communication & Society*, vol. 17, n° 2, 2014, p. 143-150.

12. M. Collet, « Mozambique : entre richesses et vulnérabilités, analyse des tensions », IRIS, 7 février 2025.

d'auteurs tels que Manuel Castells¹³, Zizi Papacharissi¹⁴ ou Dominique Cardon¹⁵, il questionne les transformations des formes d'engagement, l'estompement des limites entre le privé et le public, ainsi que l'apparition de « publics connectés » fréquemment positionnés en dehors des processus institutionnels. Dans le contexte du Mozambique, où l'accès aux ressources politiques est strictement régulé, ces transformations acquièrent un caractère subversif, voire transgressif.

Finalement, sur un plan critique, l'étude cherche à déconstruire certains discours technologiques excessivement optimistes qui considèrent le numérique comme une réponse automatique au déficit démocratique. Au Mozambique, tout comme dans d'autres régions, les disparités d'accès, l'insuffisance de réglementation pour la protection des données personnelles, la centralisation des infrastructures numériques et la censure des expressions dissidentes démontrent que la participation sur internet n'assure ni représentativité, ni efficacité politique. Cette étude, en scrutant les habitudes réelles des jeunes au Mozambique, offre une perspective plus nuancée sur les promesses du numérique, sans toutefois contredire son potentiel de transformation.

Dans un monde qui voit souvent les jeunes à la fois comme une « menace » et un « espoir », l'exemple du Mozambique met en évidence des tensions propres à l'Afrique australe : entre héritage postcolonial, crise de légitimité politique et efforts pour une reconfiguration citoyenne ascendante. Cette étude offre donc une analyse engagée, critique et éclairée des manifestations modernes de résistance et d'inventivité politique parmi la jeunesse mozambicaine connectée.

Objectifs de la recherche

Cette recherche vise à :

- analyser les formes de mobilisation politique et sociale des jeunes Mozambicains à travers les plateformes numériques ;
- interroger les transformations de l'espace public dans un contexte de transition numérique et de crise démocratique ;
- identifier les contraintes structurelles (fracture numérique, répression, faible littératie numérique) qui limitent le potentiel participatif du numérique ;
- et mettre en lumière les tensions entre innovation citoyenne et contrôle étatique, notamment autour des élections générales de 2024.

13. M. Castells, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Cambridge, Policy Press, 2012.

14. Z. Papacharissi, *Affective Publics: Sentiment, Technology, and Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

15. D. Cardon, *La démocratie Internet : Promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010.

Questions de recherche

1. Quelles sont les principales formes de mobilisation en ligne portées par les jeunes au Mozambique ?
2. Dans quelle mesure ces mobilisations redéfinissent-elles l'espace public et les modes d'expression politique ?
3. Comment l'État mozambicain réagit-il à ces nouvelles formes de participation numérique ?
4. Quels sont les principaux obstacles – techniques, politiques ou sociaux – à une participation en ligne réellement inclusive et transformative ?
5. En quoi les élections générales de 2024 ont-elles constitué un moment clé pour observer ces dynamiques numériques ?

Méthodologie et sources

La recherche repose sur une approche qualitative combinant deux principales méthodes :

- Analyse de contenu numérique : collecte et analyse de publications, *hashtags*, vidéos et commentaires diffusés sur des plateformes telles que Facebook, WhatsApp et TikTok, en lien avec des événements politiques ou des campagnes citoyennes, entre janvier 2023 et mars 2025.
- Observation non participante en ligne : suivi discret de groupes publics et semi-publics de jeunes, de pages d'activistes et d'initiatives citoyennes, dans le but de saisir les pratiques, discours et stratégies de mobilisation en contexte numérique.

Cette méthodologie permet d'articuler les usages numériques avec les dynamiques sociopolitiques nationales, en tenant compte des logiques de pouvoir, des pratiques quotidiennes et des inégalités d'accès¹⁶.

16. R. Kozinets, *Netnography: Redefined*, Londres, Sage Publications, 2016.

Jeunesses et participation politique : entre héritages et mutations

Les jeunesses au Mozambique, loin d'être une catégorie uniforme, représentent un sujet d'étude sous les angles politique, sociologique et historique. Elles représentent des conflits entre héritage et rupture, entre engagement et mise à l'écart. Cette partie présente d'abord une interprétation variée de ce que représente « être jeune » dans le contexte mozambicain, avant de retracer l'évolution des modalités d'engagement politique des jeunes, de la bataille pour l'indépendance à l'époque numérique actuelle. L'analyse de ces parcours permet de replacer les formes contemporaines d'engagement dans un contexte historique, tout en soulignant les transformations significatives du lien des jeunes à la politique.

Définir « jeunesses » au Mozambique

Selon une approche sociologique, on peut considérer les jeunesses comme une construction sociale, influencée par des attentes culturelles, des dynamiques de pouvoir et des spécificités temporelles. Ce n'est pas seulement une période de la vie, mais un statut en évolution, généralement lié à la transition vers l'âge adulte, à l'éducation, à la quête d'emploi ou encore à l'intégration dans la vie civique. Dans une perspective politique, le mot « jeunesse » a été exploité dans les discours gouvernementaux pour faire référence à un groupe à structurer, activer ou surveiller¹⁷. Au Mozambique, le contraste entre la jeunesse considérée comme un atout social et la jeunesse perçue comme une catégorie régulée est particulièrement prononcé.

Les jeunes du Mozambique présentent une diversité profonde. On note d'importantes disparités entre les jeunes issus des zones urbaines et rurales, ceux qui sont scolarisés et ceux qui ne le sont pas, ainsi qu'entre les jeunes des classes supérieures et ceux provenant des périphéries sociales¹⁸. Dans la ville de Maputo, les jeunes connectés, titulaires d'un diplôme ou semi-diplômés, possèdent généralement des codes, des langages et des outils numériques distincts de ceux utilisés par les jeunes des provinces septentrionales de Niassa ou de Cabo Delgado, où l'accès aux

17. A. M. Biza, « Jovens e associações em Moçambique: motivações e dinâmicas actuais », *Saúde e Sociedade*, vol. 18, n° 3, 2009, p. 382-394.

18. D. Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

infrastructures est restreint. Ces distinctions ont une incidence directe sur les modes de participation : certains jeunes protestent, d'autres se soumettent, tandis que d'autres choisissent de se désister. Il est donc essentiel de mentionner les « jeunesses » au pluriel afin de comprendre la complexité des réalités vécues¹⁹.

Sur le plan démographique, les jeunes constituent un enjeu crucial pour le futur du Mozambique. D'après les informations les plus actuelles, plus de 60 % des habitants ont moins de 25 ans, ce qui fait des jeunes un élément essentiel dans toute évolution politique ou sociale. Ce poids n'est pourtant pas toujours reflété par une reconnaissance institutionnelle. Bien que des politiques de jeunesse soient formulées sur le plan théorique, leur application est fréquemment restreinte, basée sur le favoritisme ou purement symbolique. Les jeunes sont souvent sollicités pendant les campagnes électorales ou pour donner de la crédibilité à des discours formels, cependant, leur implication véritable dans les processus décisionnels reste marginale²⁰.

Les jeunes du Mozambique sont également confrontés à des inégalités historiques liées au genre, à l'ethnicité et à la localisation géographique. Les jeunes femmes, surtout dans les zones rurales, se heurtent fréquemment à des standards patriarcaux qui limitent leur indépendance sociale et leur possibilité d'accès à l'éducation ou aux technologies. De même, les jeunes provenant de zones historiquement défavorisées, comme le centre et le nord du pays, se retrouvent dans des situations de vie plus précaires, exacerbées par des conflits armés récents (en particulier à Cabo Delgado). Ces disparités accentuent des parcours divergents au sein de la jeunesse et influencent considérablement les modes d'expression et de participation publique.

En milieu urbain, on assiste à l'émergence d'une jeunesse dite « connectée », marquée par l'accès aux technologies, l'usage régulier des réseaux sociaux et une exposition plus large à des références culturelles transnationales²¹. Ces jeunesses urbaines adoptent des codes vestimentaires, musicaux et langagiers spécifiques qui témoignent de la construction de nouvelles identités sociales. Le numérique devient ici un espace d'expérimentation culturelle, d'humour, d'ironie politique ou de mise en scène de soi. Ces jeunes, bien que minoritaires en termes d'accès réel à internet, tendent à influencer les imaginaires sociaux du pays, notamment à travers les dynamiques de viralité numérique.

19. A. Honwana, *The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa*, *op. cit.*

20. D. Tsandzana, « Juventude urbana e redes sociais em Moçambique: a participação política dos 'conectados desamparados' », *op. cit.*

21. D. Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

Histoire de la participation politique des jeunes au Mozambique

Historiquement, les jeunes ont pourtant joué un rôle central dans les grands moments politiques du Mozambique. Pendant la lutte de libération nationale, les mouvements de jeunesse ont été à la fois moteurs idéologiques et troupes de mobilisation. Après l'indépendance, la jeunesse a été institutionnalisée à travers des structures comme l'Organisation de la jeunesse mozambicaine (OJM), bras juvénile du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) qui visait à encadrer la jeunesse dans le projet socialiste d'un État-nation en construction. D'autres organisations, comme le Conseil national de la jeunesse (CNJ), ont représenté des espaces d'expression, parfois critiques, mais souvent intégrés aux dynamiques partisans.

Durant les premières années après l'indépendance, le gouvernement mozambicain a tenté de modeler une jeunesse « nouvelle » en accord avec le projet révolutionnaire socialiste. L'objectif de l'éducation civique, des programmes d'alphabétisation et des initiatives de mobilisation communautaire était de former des citoyens modèles, disciplinés et dévoués à leur pays. Néanmoins, cette vision idéologique de la jeunesse comme fondement du développement national a été confrontée à des conditions économiques ardues et à la décomposition progressive du projet politique soutenu par le FRELIMO. Les conflits internes et les réformes structurelles des années 1980 ont affaibli ce discours, laissant émerger des manifestations de désillusion muette.

Au cours des décennies, des organisations de jeunesse associées au pouvoir, comme l'OJM ou d'autres entités liées aux partis politiques, ont vu leur réputation se détériorer auprès d'une grande partie de la jeunesse. Ces entités, qui étaient jadis considérées comme des agents de changement, se sont peu à peu métamorphosées en outils de validation politique et d'opportunisme. Le pouvoir de représenter un futur commun a été supplanté par des dynamiques clientélistes, où l'accès aux opportunités est plus lié à la concordance avec le parti qu'à l'action individuelle ou collective. Cette désaffection a permis l'émergence de nouvelles modalités d'expression, généralement en dehors des structures conventionnelles et plus axées sur le symbolique, le culturel ou le numérique.

On observe qu'à partir des années 1990, avec la libéralisation politique et économique, les jeunes ont progressivement pris leurs distances avec les formes traditionnelles de participation politique. Face aux promesses non tenues de la démocratie multipartite, à la corruption, au chômage massif et à l'exclusion sociale, une partie des jeunes adopte une posture d'« apolitisme stratégique » : un désengagement qui n'est pas indifférence, mais méfiance envers des institutions perçues comme illégitimes. D'autres s'investissent dans des formes alternatives d'engagement, plus informelles,

culturelles ou numériques²². Cette désaffection vis-à-vis des partis et du vote coexiste ainsi avec une inventivité politique nouvelle, qui appelle à repenser les catégories classiques de la participation²³.

22. S. Valenzuela *et al.*, « Facebook, Twitter and Youth Engagement: A Quasi-Experimental Study of Social Media Use and Protest Behavior Using Propensity Score Matching », *International Journal of Communication*, vol. 8, 2014, p. 2046-2070.

23. V. Tiberj, « Voter ne suffit plus : renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora Débats/Jeunesses*, n° 86, 2020, p. 143-159. U. Yessenbekova, « Social Media and Slacktivism in Young People's Life », *Media Watch*, vol. 11, n° 3, 2020, p. 515-524.

Vers une participation numérique ? Défis, pratiques et enjeux

L'essor du numérique dans les sociétés africaines modifie radicalement la façon dont les citoyens, notamment les jeunes, obtiennent des informations, expriment leurs opinions et occupent une place dans l'espace public. Au Mozambique, cette progression est caractérisée par des disparités significatives. Bien que les plateformes numériques se soient établies comme des moyens privilégiés d'expression et de diffusion d'idées, leur utilisation reste inégalement distribuée et fortement influencée par des éléments économiques, politiques et sociaux. Cette partie commence par définir le concept de participation numérique puis passe en revue les particularités du contexte numérique au Mozambique, avant d'identifier les enjeux majeurs entravant son évolution inclusive.

Définir la participation numérique

La participation numérique peut être abordée à travers plusieurs cadres théoriques. Certains distinguent la participation civique, centrée sur des actions de nature communautaire ou sociale (partage d'informations, engagement associatif en ligne), de la participation politique, qui vise directement l'influence sur les décisions ou les structures de pouvoir²⁴. D'autres auteurs proposent une typologie selon le degré d'implication : une participation passive, qui se limite à la consultation de contenus, et une participation active, qui inclut la création, le commentaire ou l'organisation d'actions collectives²⁵. Cette distinction permet de nuancer les discours technophiles selon lesquels toute présence en ligne serait automatiquement un acte politique ou engagé.

L'analyse croisée de Cambone et Proulx met en évidence les tensions inhérentes aux dispositifs numériques participatifs. D'un côté, Cambone²⁶ montre que les plateformes locales censées élargir l'expression citoyenne tendent plutôt à favoriser la surreprésentation de certains profils actifs, sans pour autant transformer en profondeur les rapports de pouvoir. Ces espaces,

24. S. Verba *et al.*, *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

25. Y. Sairambay, « Reconceptualising Political Participation », *Human Affairs*, vol. 30, n° 1, 2020, p. 120-127.

26. M. Cambone, « Expression citoyenne et usages d'une plateforme numérique participative locale », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, vol. 23, n° 1, 2023, p. 43-59.

bien que porteurs de potentiel, peinent à garantir une inclusion équitable sans un accompagnement structurant. De l'autre, Proulx²⁷ souligne le paradoxe fondamental de la participation numérique contemporaine : présentée comme émancipatrice, elle est souvent récupérée par des logiques économiques et des logiques de contrôle propres aux plateformes, transformant l'engagement citoyen en travail gratuit (« *digital labour* ») et en performance surveillée.

Les jeunes du Mozambique exploitent les plateformes numériques de différentes manières : certains s'en servent comme sources d'information complémentaires aux médias conventionnels, d'autres partagent leurs expériences de tous les jours, tandis que d'autres encore font appel à leur réseau pour diffuser des slogans, des *hashtags* ou des messages contestataires. TikTok, WhatsApp et Facebook occupent des positions distinctes en fonction des catégories sociales, des régions et des objectifs. Le numérique se transforme en un recueil d'actions hybrides, combinant humour, satire, musique et indignation²⁸. Cette variété d'applications complique toute tentative de classification stricte, mais témoigne d'une vitalité expressive qui échappe souvent aux formats institutionnels.

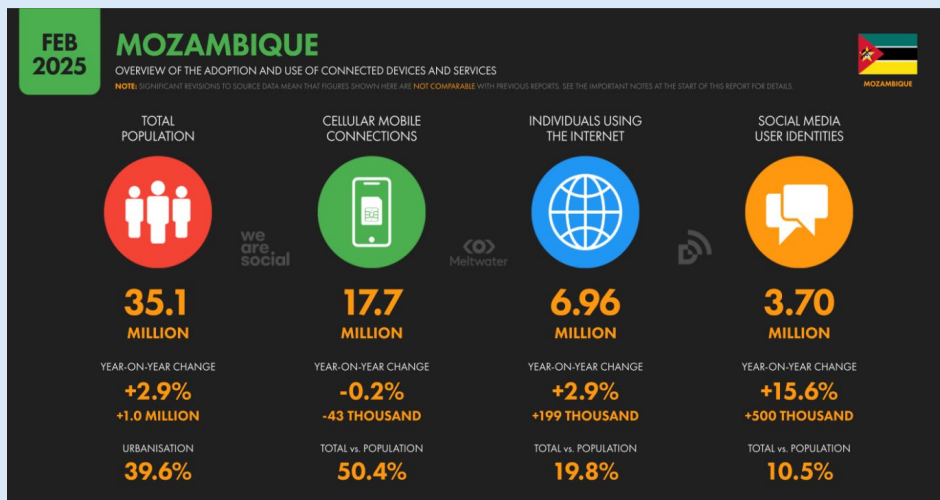
Paysage numérique mozambicain

Le Mozambique connaît un taux de pénétration d'internet encore limité : selon les dernières données disponibles, moins de 20 % de la population accède régulièrement à internet (voir l'image 1), avec de fortes disparités entre les zones urbaines et rurales. Les opérateurs de téléphonie mobile, principaux fournisseurs d'accès, appliquent des tarifs élevés par rapport au revenu moyen, rendant la connexion mobile intermittente et coûteuse. Par ailleurs, l'État reste un acteur ambivalent : s'il soutient certains projets de numérisation, il met également en place des dispositifs de surveillance, de filtrage ou d'intimidation visant à contrôler les contenus circulant en ligne.

27. V. Laurent, « Serge Proulx, La Participation numérique. Une injonction paradoxale », *Questions de communication*, vol. 40, n° 2, 2021, p. 560-563.

28. J. Erickson *et al.*, « Bridging Echo Chambers? Understanding Political Partisanship through Semantic Network Analysis », *Social Media + Society*, vol. 9, n° 3, 2023, p. 1-15.

Image 1 : Accès à internet au Mozambique

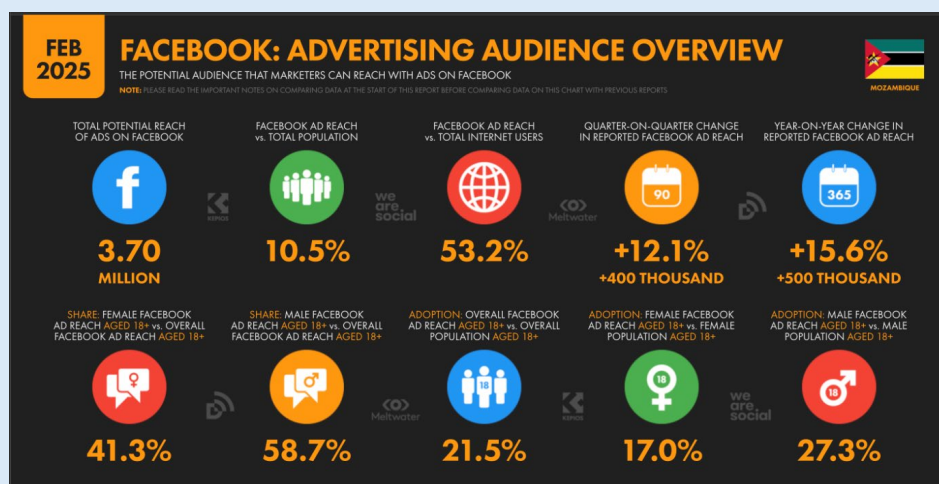


Source : Kepios, 2025.

La fracture numérique prend des formes multiples. Elle n'est pas seulement technique mais aussi sociale, culturelle et territoriale. Les jeunes femmes et les personnes vivant dans les provinces périphériques ou issues des milieux défavorisés sont les plus touchées par les obstacles d'accès au numérique. Le manque d'infrastructures, les coupures fréquentes d'électricité mais aussi l'absence de compétences numériques de base freinent l'inclusion numérique. Cette situation crée une géographie de l'expression numérique où certains groupes sont surreprésentés, tandis que d'autres restent invisibilisés, perpétuant des dynamiques d'exclusion et d'inégalité.

La portée publicitaire de Facebook au Mozambique équivalait à 10,5 % de la population totale au début de l'année 2025. De plus, il est utile de noter que, selon les données de l'entreprise, 21,5 % des adultes âgés de 18 ans et plus au Mozambique utilisaient Facebook au début de 2025 (voir l'image 2). Pour compléter ce contexte, la portée publicitaire de Facebook représentait 53,2 % de la base locale d'utilisateurs d'internet (tous âges confondus) en janvier 2025. Au début de 2025, 41,3 % du public publicitaire de Facebook au Mozambique était composé de femmes, tandis que 58,7 % étaient des hommes.

Image 2 : Accès à Facebook au Mozambique



Source : Kepios 2025.

Obstacles structurels à la participation numérique

Le web n'est certainement pas un lieu où l'engagement se fait sans obstacles : il est souvent utilisé comme outil politique pour freiner la diffusion de l'information et l'organisation citoyenne. Selon Access Now²⁹, en 2024, les responsables africains ont imposé 296 interruptions de service internet à travers 54 nations, la plupart d'entre elles ayant eu lieu durant des moments de tension politique tels que les élections ou les protestations. Ces coupures – généralement non annoncées et ciblées – ont pour but de diviser les communautés, d'entraver l'enregistrement des abus et de ralentir l'engagement. Elles reflètent une stratégie précise : convertir la connectivité en outil politique, floutant les limites entre sécurité publique et supervision démocratique.

Ces blocages ne sont pas de simples incidents techniques mais constituent de véritables actes de répression numérique, avec des effets durables sur le tissu social et la confiance institutionnelle. Selon Access Now³⁰, ces fermetures sont utilisées pour interrompre les communications lors de crises, « non pas en réponse, mais comme stratégie politique ». Cette normalisation des coupures révèle une tendance inquiétante : au lieu d'être un espace de renforcement démocratique, internet devient parfois un instrument d'autoritarisme numérique, réduisant l'expression collective à la précarité. Cela montre que les espaces numériques ne sont pas exempts de contrôle politique.

29. « The Worst Year in Shutdowns: A Blow to Democracy and Human Rights in Africa », Access Now, février 2025.

30. *Ibid.*

Le Mozambique a instauré des lois relatives à la cybercriminalité il y a quelques années. Bien que ces lois soient ostensiblement défendues au nom de la lutte contre la désinformation et de la protection des données, elles sont parfois utilisées pour museler les opinions critiques³¹. Selon Human Rights Watch³², des journalistes, des militants ou des blogueurs ont été appréhendés ou persécutés pour leurs contenus considérés comme délicats. L'atmosphère de contrôle empêche certains jeunes de s'exprimer sans retenue, alors que d'autres échappent à la censure *via* l'emploi de langage codé, l'ouverture de comptes anonymes ou des manières d'expression humoristiques/stratégiques. Le numérique se présente donc comme un espace ambivalent : à la fois une source d'opportunités pour de nouvelles expressions et un terrain de répression, symbolique ou directe.

Pendant les élections générales de 2024, le Mozambique a connu des perturbations d'internet. En effet, plusieurs utilisateurs à travers le pays ont signalé des coupures temporaires de réseaux sociaux comme Facebook et WhatsApp ainsi que des ralentissements inhabituels de la connexion mobile, en particulier dans les jours précédant et suivant le scrutin. Bien que les autorités n'aient officiellement reconnu aucune interruption intentionnelle, ces perturbations ont coïncidé avec des moments clés de mobilisation en ligne, notamment la diffusion de contenus critiques sur le processus électoral, la transparence du dépouillement ou encore les cas de violence signalés dans certaines provinces. Ces actes, perçus par de nombreux jeunes internautes comme une forme de censure indirecte, ont renforcé la méfiance à l'égard des institutions et mis en évidence la fragilité de la liberté d'expression numérique au Mozambique. Ils illustrent aussi une tendance plus large observée sur le continent, où le contrôle des infrastructures numériques devient un instrument de régulation politique dans les contextes électoraux sensibles. Cela a été montré par la résolution au niveau de l'Union africaine sur les censures d'internet et les élections en Afrique (CADHP.Res.580, LXXVIII – 2024), ainsi que l'étude de Bira'Mbovote³³ sur droit d'accès à internet et l'ordre public électoral en Afrique.

31. « State of Internet Freedom in Southern Africa: Mozambique Country Report 2021 », The Media Institute of Southern Africa (MISA), octobre 2021.

32. « Mozambique: Abuses against Media, Activists before Elections », Human Rights Watch, septembre 2024.

33. B.Mbovote, « Droit d'accès à l'internet et ordre public électoral en Afrique : la crédibilisation institutionnelle au Congo-Kinshasa à l'épreuve de la surveillance e-citoyenne », Africa Development, juillet 2022.

Jeunes, démocratie et contrôle de l'État

Les modes d'expression politique en ligne créés par les jeunes du Mozambique s'épanouissent dans un cadre institutionnel dominé par des dynamiques de contrôle, de validation et parfois de répression. Bien que les espaces numériques puissent sembler élargir le débat public, ils opèrent au sein d'une structure de pouvoir où l'État demeure un participant clé, tant dans la création des narrations politiques que dans la gestion – fréquemment autoritaire – des plateformes d'expression. Cette portion examine, d'une part, comment l'État exploite le discours sur la jeunesse tout en contrôlant son utilisation numérique et, d'autre part, les contraintes de ce que certains appellent la « démocratie numérique », dans un environnement où les apparences dissimulent fréquemment des processus d'exclusion.

État, légitimité et contrôle du discours

Dans le discours politique officiel, les jeunes sont fréquemment mobilisées comme un symbole d'avenir, de renouveau et de patriotisme. Les autorités utilisent souvent cette rhétorique pour légitimer leurs actions et masquer l'exclusion réelle des jeunes des sphères de décision³⁴. Lors des campagnes électorales, les jeunes sont sollicités comme volontaires, animateurs ou figures de communication, mais rarement consultés sur les orientations stratégiques. Cette instrumentalisation réduit la jeunesse à un réservoir de main-d'œuvre politique et à une figure abstraite de la nation, occultant les revendications concrètes portées par les nouvelles générations³⁵.

Cette approche discursive s'associe à une politique de surveillance proactive des expressions de la jeunesse, notamment lorsqu'elles se manifestent sous forme de critiques visant les institutions ou les personnalités influentes³⁶. L'État montre son investissement dans des méthodes évoluées de contrôle des discours en ligne à travers le développement d'unités expertes en cybersécurité, l'établissement de partenariats entre les fournisseurs de télécommunications et les agences de renseignement, ainsi que par la mise en œuvre de campagnes d'intimidation ciblant les internautes critiques. Ce contrôle est

34. D.Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

35. A.Honwana, *The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa*, *op. cit.*

36. D.Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

généralement justifié par des raisons de sécurité, telles que la lutte contre les fausses informations ou la préservation de l'ordre public, mais il mène souvent à des actions de censure et d'autocensure³⁷.

Ces mécanismes de surveillance génèrent un climat de suspicion et d'incertitude pour les jeunes internautes. Les plateformes sociales deviennent des espaces ambigus, où l'expression libre est possible mais constamment menacée par une sanction potentielle³⁸. Certains utilisateurs adoptent alors des stratégies de contournement, utilisant des pseudonymes, des messages codés ou l'humour pour exprimer leur désaccord sans être identifiés. Ce brouillage volontaire du message témoigne d'une adaptation créative mais aussi d'un recul de la liberté d'expression. Le contrôle étatique ne se manifeste donc pas seulement par des interdictions directes, mais aussi par des formes subtiles de pression³⁹.

De plus, l'État aspire à investir les espaces numériques en utilisant ses propres outils : des pages officielles sur les médias sociaux, des influenceurs associés ainsi que des campagnes d'opinion. Ce phénomène participe à l'encombrement des flux d'informations officielles ou de louanges gouvernementales, obscurcissant la ligne entre communication publique et propagande politique – même si cela n'est pas en rupture avec ce que l'on voit en dehors des espaces numériques. La compétition en matière d'information devient donc une autre méthode de contrôle, où l'enjeu n'est pas uniquement la censure mais aussi la domination stratégique du terrain discursif, diminuant ainsi la visibilité des voix critiques⁴⁰.

Dans ce contexte, la légitimité politique ne repose plus uniquement sur les performances institutionnelles, mais aussi sur la capacité à façonner les récits dans l'espace numérique. L'État investit dans des campagnes d'image, des projets de numérisation des services publics et dans la promotion des jeunes « responsables », « disciplinées » et « connectées ». Toutefois, cette tentative de régulation symbolique échoue souvent à capter les aspirations réelles des jeunes, qui perçoivent ces initiatives comme des outils de contrôle et non comme des dispositifs d'écoute ou de transformation sociale.

L'émergence d'espaces d'expression autonomes, généralement temporaires, fragmentés et non institutionnalisés, témoigne de la méfiance croissante des jeunes à l'égard des canaux officiels. Ces lieux, malgré leur fragilité, servent de véritables ateliers de contre-discours et de contestation symbolique. L'apparition de ces mouvements met non seulement en évidence les contraintes du contrôle gouvernemental, mais aussi

37. E. Nhanale, « Electronic Surveillance in Mozambique: The Risks and Suspicions in a Context of Authoritarianism and Military Conflict », Media Policy and Democracy Project, mai 2021.

38. D. Tsandzana, « Disinformation, Social Media Networks and Terrorism in Mozambique: Narratives, Strategies and Practices », in T. Roberts et G. Hamandishe, *Digital Disinformation in Africa*, 2024, pp. 55-78.

39. « State of Internet Freedom in Southern Africa: Mozambique Country Report 2021 », op. cit.

40. « MISA Condemns Attack against Zambézia Journalist », MISA, octobre 2024.

l'ingéniosité des jeunes à créer de nouvelles manières d'exister dans un environnement adversaire, où s'exprimer devient en soi un acte de résistance⁴¹.

Démocratie numérique ou illusion de participation

En Afrique, la progression du numérique est fréquemment associée à un discours optimiste soulignant ses bénéfices démocratiques : accès à l'information, transparence et engagement citoyen. Cependant, au Mozambique, cette promesse demeure principalement non réalisée. L'environnement institutionnel n'assure pas nécessairement un écosystème numérique juste et les avancées numériques promues par le gouvernement tendent fréquemment à se concentrer sur des services techniques (à l'instar de l'e-gouvernement), sans véritable ouverture au dialogue ou à la discussion publique. Une tension constante se manifeste entre l'apparence technologique et le déficit démocratique.

L'un des enjeux majeurs réside dans la distinction entre des formes d'expression visibles et un véritable pouvoir d'influence. Les jeunes peuvent commenter, critiquer ou créer des contenus viraux, mais ces expressions sont rarement prises en compte par les décideurs⁴². L'État ne développe pas de mécanismes concrets de rétroaction entre les discours numériques et les processus politiques. Ce décalage produit une forme d'illusion démocratique, où la visibilité en ligne masque l'absence de pouvoir effectif. L'engagement numérique devient alors une scène de représentation plus qu'un levier de transformation.

Devant ce contexte, diverses organisations non gouvernementales et groupes de la société civile cherchent à pallier l'absence d'institutions, en soutenant des démarches d'éducation aux médias, de combat contre la désinformation ou de plaidoyer numérique. Ces intervenants occupent une position clé dans l'éducation des jeunes aux usages critiques du numérique et dans l'établissement de liens entre les demandes numériques et les zones de prise de décision⁴³. Cependant, leur champ d'action est fréquemment restreint par des moyens financiers limités, une dépendance à l'assistance externe et une susceptibilité aux contraintes politiques.

De leur côté, les partis politiques, en particulier ceux de l'opposition, peinent à s'appropriier les codes du numérique et à interagir de manière crédible avec les jeunes générations⁴⁴. Le décalage générationnel et culturel

41. D. Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

42. A. Honwana, *The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa*, *op. cit.*

43. H. Nissenbaum, *Privacy in Context: Technology Policy, and the Integrity of Social Life*, Redwood City, Stanford University Press, 2009.

44. D. Tsandzana, « Juventude urbana e redes sociais em Moçambique: a participação política dos 'conectados desamparados' », *op. cit.*

est parfois flagrant : là où les jeunes privilégient la spontanéité, l'humour et l'interaction, les partis adoptent des stratégies rigides, descendantes et peu réactives⁴⁵. Cette inadéquation contribue à renforcer la méfiance envers les institutions formelles, mais aussi à élargir le fossé entre le politique et les citoyens en ligne.

En ce qui concerne les institutions internationales, elles semblent favoriser une perspective normative du numérique, axée sur les droits de l'homme, la liberté d'expression et la gouvernance ouverte. Bien que ces principes soient cruciaux, leur application est entravée par les réalités politiques de chaque pays, les enjeux géostratégiques et l'absence de détermination politique à l'échelle locale. Par ailleurs, plusieurs grandes plateformes en ligne affichent des attitudes ambiguës : elles proposent des moyens d'expression mais travaillent parfois de concert avec les autorités pour censurer ou réguler certains contenus, sans donner de clarté sur leurs choix.

On ne peut pas considérer le numérique au Mozambique comme un domaine entièrement libre ni comme un instrument uniquement répressif. C'est le théâtre d'un conflit permanent entre les jeunes aspirant à une reconnaissance politique et un État qui s'efforce de conserver son pouvoir. Plutôt qu'un espace neutre, le numérique se transforme en un terrain de conflit symbolique où chaque expression, chaque image partagée ou chaque *hashtag* contestataire représente un acte de résistance, tout en exposant les contraintes structurelles d'une démocratie en crise.

Dans la continuité de cette réflexion sur la « démocratie numérique », il est pertinent d'examiner la manière dont le numérique reconfigure les formes d'engagement. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'analyse des mobilisations en ligne au Mozambique.

45. D. Tsandzana, « Eleições e comunicação em Moçambique: Entre o humor, os memes e a internet », *Mediapolis*, vol. 17, n° 2, 2023, p. 115-133.

Mobilisations en ligne au Mozambique : entre expression, contestation et transformation

Au Mozambique, les espaces digitaux ne sont pas seulement utilisés pour la communication ou le divertissement. Pour beaucoup de jeunes, ils se sont transformés en instruments d'expression politique, de critique sociale et de revendication collective. Dans un environnement où les moyens d'expression officiels sont fréquemment bloqués ou inaccessibles, des plateformes telles que Facebook, WhatsApp ou TikTok proposent des options flexibles et instantanées. Cette partie commence par examiner les nouvelles modalités d'activisme en ligne puis se penche sur des exemples pratiques de mobilisation, pour finalement interroger l'impact de ces phénomènes sur la transformation de l'espace public au Mozambique.

Les nouvelles formes de militantisme numérique

La montée en puissance de plateformes comme Facebook, WhatsApp et, plus récemment, TikTok a transformé les modalités d'engagement des jeunes Mozambicains⁴⁶. Facebook reste la plateforme privilégiée pour les débats politiques et les analyses critiques, tandis que WhatsApp joue un rôle clé dans la diffusion rapide d'informations et la coordination de réseaux d'action. TikTok, en revanche, est devenu un espace de subversion plus visuel, humoristique et émotionnel, où des messages politiques circulent sous des formes détournées : danse, satire, micro-récits. Ces plateformes, aux usages complémentaires, constituent des terrains fertiles pour un militantisme adapté à la culture numérique.

Une figure centrale dans cette évolution est celle de l'influenceur politique : un individu, souvent sans affiliation partisane directe, qui prend position publiquement sur des enjeux sociopolitiques et attire l'attention par son ton, son style ou sa régularité. À côté de ces figures émergent aussi des journalistes citoyens, qui documentent les réalités du terrain là où les médias traditionnels sont absents ou muselés. Par ailleurs, des humoristes engagés

46. D. Tsandzana, « Le rapport des jeunes à la politique au Mozambique : espaces et pratiques d'une participation politique en régime hybride », *op. cit.*

gagnent en notoriété en dénonçant, à travers le rire et l'ironie, les abus de pouvoir, la corruption ou les promesses non tenues des dirigeants⁴⁷.

Ces formes de militantisme ne reposent pas sur des structures formelles ni sur des programmes politiques, mais sur la capacité à générer de la visibilité, à provoquer une émotion collective ou à susciter une identification. L'effet de viralité prime sur l'argumentation rationnelle ; l'impact d'un message se mesure souvent au nombre de partages ou de commentaires, bien plus qu'à sa rigueur idéologique. Ce glissement n'est pas sans conséquences : il permet une circulation rapide des idées mais comporte aussi le risque d'une superficialité des débats ou d'une polarisation émotionnelle.

Il existe également une spécificité temporelle associée aux mobilisations numériques. Elles émergent généralement spontanément, en réponse à un événement traumatisant ou à une injustice ressentie, et se déploient suivant des dynamiques réactives. Cette flexibilité permet une grande spontanéité, mais complique aussi leur consolidation à long terme. Peu de ces actions aboutissent à des organisations pérennes ou des demandes structurées⁴⁸. Cela pose la question de leur efficacité sur le long terme dans un contexte politique morcelé. De même, l'utilisation tactique des *hashtags* a renforcé la capacité des jeunes à élaborer des narrations communes.

Les mots clés se transforment en emblèmes numériques autour desquels s'agrègent indignations, espoirs ou critiques. Ils facilitent également la mise en relation d'acteurs situés à différents endroits et permettent de donner une résonance internationale à une cause locale. Ainsi, ces *hashtags* se transforment en résumés politiques facilement utilisables et fortement porteurs de symboles. L'apparition du militantisme en ligne a transformé la conception de la légitimité dans le discours public. Là où auparavant seules les personnalités de premier plan ou les figures médiatiques pouvaient se faire entendre, un jeune anonyme équipé d'un smartphone peut aujourd'hui déclencher une réaction politique significative. Cette démocratisation de l'expression remet en question les structures hiérarchiques traditionnelles, mais se déroule dans un contexte algorithmique précaire, où la visibilité est conditionnée par un écosystème numérique obscur et en perpétuel changement.

Vers une redéfinition de l'espace public ?

La multiplication des mobilisations numériques réinterroge en profondeur la notion d'espace public. Longtemps dominé par les institutions, les médias traditionnels et les élites politiques, cet espace s'ouvre désormais à des acteurs décentralisés, souvent jeunes, qui imposent leurs sujets, leurs

47. D. Tsandzana, « Eleições e comunicação em Moçambique: Entre o humor, os memes e a internet », *op. cit.*

48. D. Tsandzana, « Juventude urbana e redes sociais em Moçambique: a participação política dos 'conectados desamparados' », *op. cit.*

langages et leurs formats. Cette redéfinition ne signifie pas l'effacement des anciennes arènes mais plutôt une hybridation entre plusieurs sphères de débat, où l'on voit coexister la rue, le smartphone et les groupes en ligne comme lieux légitimes de production d'opinion⁴⁹.

Le numérique rend également floue la distinction entre sphère privée et sphère publique. Ce qui était auparavant considéré comme une discussion privée sur WhatsApp ou un post léger sur TikTok peut se transformer rapidement en sujet de débat public, voire en question politique. Cette porosité change les règles du jeu : chaque personne peut, sans le vouloir, devenir un acteur public. Cela modifie les modes de communication ainsi que les risques inhérents à l'expression, dans un environnement où l'État contrôle ces limites indistinctes⁵⁰.

Certains auteurs parlent d'un « espace public fragmenté », où la cohérence du débat est affaiblie par la multiplicité des plateformes, des récits et des publics. Au Mozambique, cette fragmentation peut renforcer les écarts entre les jeunes urbains connectés et ceux des zones rurales, entre les élites numériques et les citoyens déconnectés. Néanmoins, ces espaces numériques permettent aussi la construction de micro-communautés politiques, capables de résister à l'uniformisation du discours officiel.

L'impact démocratique de cette redéfinition est ambivalent. D'un côté, elle permet une circulation plus libre des idées, une diversité de voix et une émancipation des formes d'expression politique. De l'autre, elle s'accompagne de nouvelles vulnérabilités : manipulation algorithmique, désinformation, polarisation émotionnelle. La démocratie numérique mozambicaine reste ainsi prise dans une tension permanente entre ouverture et contrôle, entre créativité citoyenne et instrumentalisation étatique. Cette évolution oblige à repenser la citoyenneté elle-même⁵¹.

Les jeunes ne se caractérisent plus uniquement par leur affiliation politique ou leur statut de votant, mais également par leur aptitude à créer, dénoncer, interagir et exprimer leurs opinions dans un environnement inondé de messages. L'univers numérique se transforme en un espace où non seulement la politique quotidienne est mise en scène, mais aussi les visions futures, les représentations du pouvoir et les types de communauté. Selon Vivet⁵², l'espace public que redéfinissent les jeunes Mozambicains ne se limite pas à être une simple reproduction virtuelle du cadre politique traditionnel. Il représente un espace indépendant, doté de ses propres règles, codes et dynamiques. Ce nouvel espace n'est pas forcément plus

49. U. Yessenbekova, « Social Media and Slacktivism in Young People's Life », *Media Watch*, vol. 11, n° 3, 2020, p. 515-524.

50. J. Vitalis, « La réforme du secteur de sécurité en Afrique. Contrôle démocratique de la force publique et adaptation aux réalités du continent », *Afrique contemporaine*, vol. 209, n° 1, 2004, p. 65-79.

51. M. Cahen, « Mozambique : l'instabilité comme gouvernance ? », *Politique africaine*, vol. 80, n° 4, 2000, p. 111-135.

52. J. Vivet, « Déplacés de guerre et dynamiques territoriales postconflit au Mozambique », *Hérodote*, vol. 3, n° 158, 2015, p.160-181.

démocratique mais il est plus ouvert, plus chaotique et, surtout, plus imprévisible. Il oblige les institutions, les chercheurs et les observateurs à revoir leurs outils d'analyse, pour ne pas rester en décalage avec les formes contemporaines de politisation⁵³.

Étude de cas : #PovoNoPoder

Image 3 : PovNoPoder



Source : auteur, 2024

Le mouvement #PovoNoPoder constitue l'un des exemples les plus emblématiques de cette nouvelle dynamique. Lancé spontanément sur les réseaux sociaux à l'approche des élections générales de 2024, ce mot clé signifie littéralement « Le peuple est le pouvoir ». Il a été repris par des milliers de jeunes pour exprimer leur désir de changement, leur frustration face à l'exclusion politique et leur volonté de s'approprier le débat public. La viralité du *hashtag* s'est appuyée sur des vidéos, des messages audio, des caricatures et des chansons partagées sur TikTok et WhatsApp.

Ce mouvement s'est distingué par sa capacité à contourner les récits dominants. Il n'a pas été porté par un parti politique mais par des jeunes issus de différents milieux, souvent en dehors des structures militantes traditionnelles. À travers #PovoNoPoder, les jeunes ont réussi à créer un sentiment d'appartenance collective autour d'un message simple, direct et mobilisateur. Malgré son caractère éphémère, ce cas illustre le potentiel du numérique à générer une énergie politique autonome. Cependant, par la suite, ce slogan a été récupéré et instrumentalisé par un acteur politique, Venâncio Mondlane, alors candidat aux élections générales.

53. V. Tiberj, « Voter ne suffit plus : renouvellement générationnel, rapport à l'élection et transformation de la participation politique », *Agora Débats/Jeunes*, n° 86, 2020, p. 143-159.

Image 4 : Venâncio Mondlane utilise le slogan #PovoNoPoder



Source : Capture d'écran de la publication du compte Venâncio Mondlane, le 13 mars 2024, disponible sur : www.facebook.com.

Dans une vidéo publiée sur Facebook, on voit des jeunes danser et célébrer le manque de gaz lacrymogène utilisé par la police. En utilisant le hashtag #PovoNoPoder, ils dansent et crient : « Le gaz lacrymogène est fini ! »

Image 5 : Des jeunes célèbrent le manque de gaz lacrymogène utilisé par la police pour empêcher les manifestations



Source : capture d'écran de la publication du compte Bruno Gomes, le 18 mars 2023, disponible sur : www.facebook.com.

Les campagnes numériques autour des élections de 2024 ont également été marquées par une créativité inhabituelle. Face à un processus électoral largement contesté, des jeunes internautes ont développé des vidéos explicatives sur le fonctionnement du vote, dénoncé les manipulations à travers des memes viraux et critiqué les promesses électorales à travers des parodies. Dans une vidéo publiée en 2024 sur TikTok, la jeune Denise Ivone explique pourquoi il est important de s'impliquer en politique. Avec plus de 90 000 vues et plus de 10 000 mentions « j'aime », la vidéo⁵⁴, intitulée « Je n'aime pas la politique », illustre clairement comment le désengagement politique peut mettre en danger la vie des jeunes.

Image 6 : Denise Ivone sur TikTok dans la série « Je n'aime pas la politique »



Source : publication vidéo de Denise Ivone, influenceuse, disponible sur : [www.tiktok.com](https://www.tiktok.com/@denise_ivone), publiée le 25 novembre 2024.

Dans cette vidéo, Denise démontre que l'ignorance de la politique ne préserve pas des répercussions ; à l'inverse, les choix politiques ont un impact direct sur l'accès à l'emploi, l'instruction, les soins de santé et même la sûreté. Avec une approche claire et sans détour, elle s'adresse à sa génération en déclarant que l'ignorance des problématiques publiques revient à céder la décision à autrui, accentuant de cette manière l'isolement et la marginalisation des jeunes dans les mécanismes de prise de décision. Au-delà de cet appel, la vidéo représente un acte de pédagogie civique numérique en soi : en se servant de TikTok — une plateforme liée au divertissement — pour véhiculer un message à caractère politique, Denise offre une autre approche de faire la politique.

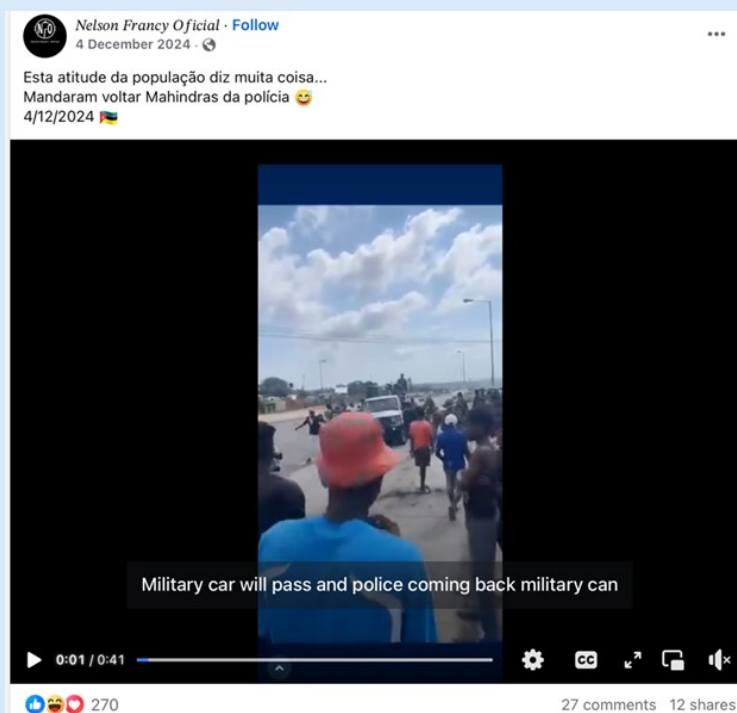
Elle met ainsi en lumière l'apparition d'un activisme expressif où l'expression individuelle, émotionnelle et personnelle se transforme en un

54. Disponible ici : [www.tiktok.com](https://www.tiktok.com/@denise_ivone) (accès le 27 juin 2025).

catalyseur de conscience politique collective. Ce genre de contenu, participatif et viral, contribue à l'élaboration d'une citoyenneté numérique juvénile, critique, localisée et créative, qui défie les limites conventionnelles entre la politique « sérieuse » et les expressions populaires en ligne. Ainsi, son discours ne vise pas uniquement ses homologues, mais également les institutions qui persistent à minimiser le potentiel politique de ces nouvelles formes d'implication.

Au-delà de ces moments électoraux, d'autres formes de mobilisation plus localisées ont vu le jour, notamment en réaction à la vie chère, aux coupures d'électricité ou aux violences policières. Dans la banlieue de Matola, par exemple, des jeunes ont diffusé des vidéos en direct de descentes policières abusives, déclenchant des vagues d'indignation. Ces mobilisations spontanées montrent que l'indignation collective peut surgir à tout moment, transformant un acte quotidien en une cause politique à forte résonance numérique. Dans une vidéo publiée en décembre 2024, des jeunes semblent empêcher la police de circuler dans la ville de Matola, l'accusant de perpétrer des violences — raison pour laquelle sa présence n'était pas la bienvenue lors des manifestations de 2024.

Image 7 : Police empêchée de circuler dans la ville de Matola



Source : capture d'écran de la publication du compte Nelson Francy Oficial, le 4 décembre 2024, disponible sur : www.facebook.com.

Ces types d'engagements mettent aussi en lumière une transformation majeure de l'espace public, tant sur le plan physique que numérique. Des endroits tels que Matola se transforment en espaces d'expression politique où la rue, les smartphones et les médias sociaux s'interconnectent pour créer une nouvelle syntaxe de contestation. En diffusant des vidéos de ce qu'ils considèrent comme des abus policiers, les jeunes ne se limitent pas à faire connaître leur indignation : ils réaffirment symboliquement leur droit à occuper et défendre leur territoire. Le refus manifeste de la présence policière – perçue comme violente ou illégitime – témoigne d'une rupture avec les formes traditionnelles d'autorité. Cette dynamique reflète une aspiration à l'auto-organisation locale et une défiance grandissante vis-à-vis des institutions considérées comme oppressantes, transformant le numérique en un instrument de résistance spatiale et politique.

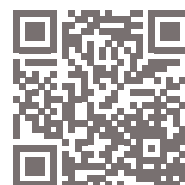
Conclusion

L'engagement numérique des jeunes au Mozambique témoigne d'un changement radical dans les modes d'implication, dans un environnement où les entités politiques traditionnelles ont du mal à proposer de véritables espaces de dialogue, de représentation et d'influence. L'étude des parcours historiques, de l'utilisation des plateformes, des conflits relatifs à l'espace public et d'exemples spécifiques, tels que le mouvement #PovoNoPoder, souligne une reconfiguration du concept de citoyenneté à l'époque numérique. Les jeunes utilisent les médias sociaux non seulement en tant que moyens de communication, mais également comme plateformes pour l'expression politique, la contestation sociale et l'exploration identitaire. Ces formes mixtes, alliant engagement, humour et activisme culturel, reflètent un désir intense de retrouver la voix dans une nation marquée par des structures autoritaires durables.

Cependant, ces nouvelles méthodes numériques ne sont pas sans contradictions ni sans restrictions. Elles s'implémentent dans un contexte fortement inégal, où l'écart numérique – en termes de genre, de territoire et de classe sociale – demeure un frein significatif à une inclusion authentique. Par ailleurs, l'emprise grandissante de l'État sur les plateformes numériques, la surveillance des opinions divergentes et les dynamiques de censure mettent en péril les progrès réalisés en matière de liberté d'expression. Donc, bien que le numérique puisse créer des fissures dans l'ordre politique existant, il ne promet pas nécessairement une démocratie plus riche. Au contraire, il engendre un environnement instable où la conflictualité, la désinformation et l'insécurité expressive constituent des menaces permanentes.

Plusieurs actions sont suggérées pour consolider la participation des jeunes à la vie publique du Mozambique. Il est primordial de veiller à un accès équitable aux technologies numériques, en mettant en place des politiques publiques visant à diminuer le coût de la connexion, à développer les infrastructures et à promouvoir l'éducation aux médias. Par ailleurs, il est nécessaire de défendre l'espace numérique comme un lieu de liberté, en repensant les lois relatives à la cybercriminalité, en mettant en place des systèmes de transparence algorithmique et en consolidant les protections juridiques des droits numériques. Pour finir, il serait bénéfique d'encourager un échange ouvert entre les jeunes, les institutions, les partis politiques et la société civile, dans le but de créer des liens entre les actions en ligne et les processus de prise de décision.

L'étude ouvre aussi la voie à des réflexions plus étendues. Elle encourage à envisager la citoyenneté non pas comme une condition statique ou un devoir électoral, mais comme une action dynamique, inventive et partagée, où chaque expression en ligne peut se transformer en acte politique. Pour être véritablement inclusive, cette citoyenneté numérique doit harmoniser droits, obligations et conditions de vie matérielles. Elle envisage une démocratie qui va au-delà des élections régulières et reconnaît les manifestations quotidiennes des citoyens comme des formes de pouvoir légitimes. Ainsi, l'avenir de la démocratie au Mozambique sera également lié à sa capacité à identifier et intégrer les formes d'intelligence politique qui naissent actuellement sur les écrans des jeunes.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org